



Analyse du climat des affaires dans les PMA

République unie de Tanzanie

Mars 2023



A powerful
and balanced
voice for business

République unie de Tanzanie

Région
Afrique de l'Est

Population(2022)
64 110 286
habitants

Croissance démographique (2020)
3%

Revenu moyen (2020)
1 140 USD

Classement selon l'Indice de développement humain
160^{ème}/191 pays. La République unie de Tanzanie est passée d'un IDH de 0,41 en 2002 à 0,55 en 2021, ce qui correspond à un taux de croissance annuel moyen de 1,60 %.

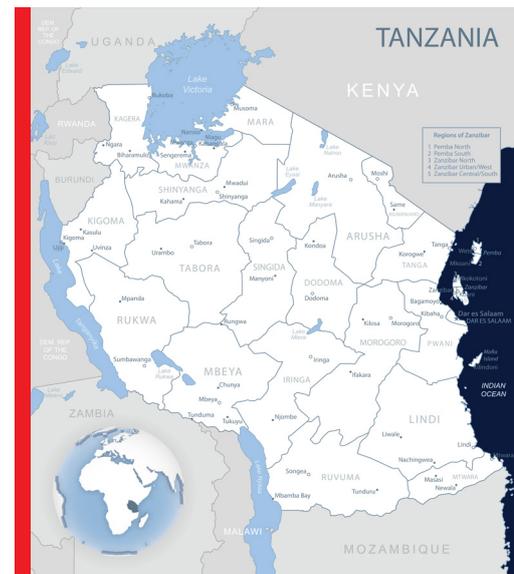
Accords et partenariats économiques régionaux
Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA), Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)

Contexte économique

La République unie de Tanzanie a fait de grands efforts, notamment depuis 2011, pour améliorer son environnement des affaires. L'obtention, en juillet 2020, du statut d'économie à revenu moyen inférieur, est un résultat positif qui montre que le pays est sur la bonne voie pour poursuivre la construction d'une économie compétitive et industrielle bénéfique au développement humain.

Le secteur agricole est la source d'emplois pour plus de 75 % de la population et contribue au produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 29,1 %. Il est dominé par de petits exploitants qui dépendent des précipitations pour l'irrigation. Avec un taux d'environ 4 % par an, la croissance du secteur agricole reste faible. La plupart des produits cultivés sont vendus à l'état brut, tandis que l'apport de valeur ajoutée aux produits agricoles se fait essentiellement à un niveau secondaire à petite échelle. Le pays connaît un exode massif des jeunes, qui quittent une agriculture à faible rendement pour les secteurs informels tertiaires en milieu urbain dont la productivité est tout aussi faible.

Pour faire face à ces défis, le gouvernement prend des mesures consistant à instaurer des subventions au profit des agriculteurs et des investisseurs et à supprimer les prélèvements superflus qui ont été perçus comme une entrave à la croissance du secteur. Le gouvernement a également sollicité un financement étranger pour son projet phare - le



Corridor de croissance agricole du Sud de la Tanzanie (SAGCOT) - conçu pour développer rapidement le potentiel agricole de cette région. Ces efforts de grande envergure devraient permettre d'assister à un retour à la croissance des niveaux de production des cultures principales au cours des prochaines années et contribuer à stimuler la transformation à valeur ajoutée.

La Tanzanie est une destination mondialement reconnue pour son tourisme axé sur la nature. Selon les estimations, le secteur du tourisme a contribué à hauteur de 17 % au PIB et fourni plus de 850 000 emplois directs, représentant ainsi la deuxième composante du PIB du pays et la troisième source d'emplois. La chaîne de valeur touristique étant liée à de nombreux autres secteurs économiques, elle joue un rôle démesuré en termes de croissance, d'emploi et de réduction de la pauvreté, en particulier pour les femmes, qui constituent 72 % de l'ensemble des travailleurs du secteur du tourisme¹.

¹ Banque mondiale. Transforming Tourism: Toward a Sustainable, Resilient, and Inclusive Sector. Tanzania Economic Update. Juillet 2021

En Tanzanie, le secteur manufacturier demeure relativement peu important, la plupart des activités se concentrant sur la création de produits de consommation tels que les produits alimentaires, les boissons, le tabac, les textiles, l'ameublement et les produits dérivés du bois. L'agroalimentaire et le textile sont les principaux sous-secteurs manufacturiers. Le secteur manufacturier a représenté en moyenne 8 % du PIB global sur ces dix dernières années. Pour autant, certaines activités du secteur ont enregistré une croissance annuelle dépassant les 4 %. Ce secteur occupe actuellement le troisième rang au sein de l'économie de la Tanzanie, derrière l'agriculture et le tourisme.

L'industrie minière a connu des taux de croissance élevés mais à forte fluctuation au cours de la dernière décennie, avec un taux de croissance moyen de 15 % par an. La croissance est cependant partie d'un niveau bas, et l'industrie minière représente moins de 5 % du PIB de la Tanzanie. Selon le gouvernement, le secteur minier devrait atteindre 10 % du PIB à l'horizon 2025. La découverte récente de très grandes réserves offshore de gaz naturel et, éventuellement, de pétrole, va encore contribuer à l'importance de l'industrie extractive en Tanzanie. L'intensification attendue de l'extraction, de l'exportation et de l'exploitation intérieure des ressources naturelles de la Tanzanie constitue un potentiel économique considérable. Elle pourrait contribuer à résoudre la crise énergétique qui touche le pays depuis longtemps déjà, et augmenter considérablement les revenus intérieurs.

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), qui comprend le Kenya, l'Ouganda, Rwanda, le Burundi et la Tanzanie, est essentielle à la réalisation de l'intégration économique régionale. La coopération comprend actuellement une union douanière et un marché commun. Une fois mise en place, l'union douanière conduira à des tarifs extérieurs communs et à la libre circulation des marchandises dans la région. Le marché commun impliquera la création d'un marché régional unique autorisant la libre circulation de la main d'œuvre et du capital. La

Tanzanie a également ratifié la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) qui présente un excellent potentiel d'accroissement des échanges continentaux avec des barrières douanières plus faibles.

Défis à relever par le secteur privé

- Le manque de qualification de la main-d'œuvre :** 59 % des jeunes travailleurs (entre 15 et 29 ans) sont insuffisamment formés pour leur travail. En Tanzanie, les systèmes d'éducation et de formation souffrent d'équipements inadéquats, de ressources qui ne répondent pas aux exigences de la technologie industrielle moderne, et d'une résistance à la réforme des programmes d'enseignement². Tout ceci nuit à la qualité des qualifications de la main-d'œuvre, engendrant des pénuries de compétences et compromettant les activités et la croissance des entreprises du secteur formel. Les enseignements secondaire et professionnel sont sous-financés et inefficaces du fait qu'ils demeurent en grande partie coupés du monde des entreprises et incapables de répondre à leurs besoins³. Qui plus est, peu sont ceux à avoir bénéficié d'une formation professionnelle, seuls quelque 4 % des étudiants et 2 % des étudiantes de Tanzanie étant concernés⁴. La Tanzanie prévoit que le nombre des jeunes de 18 à 23 ans connaîtra un pic entre 2015 et 2035 ; cela va certainement peser lourdement sur les ressources du gouvernement qui cherche à développer l'accès à l'éducation.
- L'économie informelle : 76 % de la main-d'œuvre non agricole de Tanzanie opère dans le secteur informel.** Au sein de l'économie informelle, l'accès aux capitaux et aux crédits, à la technologie, aux marchés et aux institutions est plus difficile pour les particuliers et les entreprises. Pour les travailleurs, l'économie informelle peut impliquer un risque financier plus important ou un travail moins rentable. Elle est en lien avec des conditions de travail moins avantageuses, une précarité du travail et un

² Andreoni-Antonio. « Skilling Tanzania: improving financing, governance and outputs of the skills development sector. » (2018).

³ Tan-Hong-Sajitha Bashir and Nobuyuki Tanaka. « Skill use, skill deficits, and firm performance in formal sector enterprises: evidence from the Tanzania enterprise skills survey, 2015. » World Bank Policy Research Working Paper 7672 (2016).

⁴ Agence danoise pour le Développement des syndicats, Labour Market Profile Tanzania & Zanzibar 2021/2022 <https://www.ulandssekretariatet.dk/wp-content/uploads/2021/06/LMP-Tanzania-and-Zanzibar-2021-Final.pdf>

manque d'accès à l'aide gouvernementale et à la Sécurité sociale. Pour les gouvernements, elle se traduit par une perte de recettes qui entrave leur capacité à renforcer les institutions et à fournir des services publics, le fardeau fiscal étant alors à la charge des entreprises et travailleurs de l'économie formelle.

- **L'insuffisance d'accès aux crédits, notamment pour les micro, petites et moyennes entreprises :** Des problèmes structurels de longue date dans le secteur financier de Tanzanie font obstacle à une intermédiation correcte. Parmi eux figure le coût élevé du financement, conditionné par des taux d'intérêt élevés sur les dépôts, certaines grandes banques faisant état de taux créditeur pouvant atteindre 12 %. L'exiguïté du secteur financier de Tanzanie fait que, pour le financement, les banques dépendent des dépôts, ce qui contribue à des taux débiteur élevés. Les taux créditeur élevés contribuent au coût élevé du financement bancaire, intégré dans les conditions des prêts accordés aux consommateurs et aux entreprises. La boucle de rétroaction qui en résulte affaiblit l'efficacité de la politique monétaire : en effet, lorsque la banque centrale diminue les taux d'intérêt officiels, les banques ne répercutent pas à part égale cette baisse sur les taux facturés aux emprunteurs.

- **Des obstacles juridiques et administratifs superflus entravant les établissements d'enseignement supérieur privés en Tanzanie** - dont des contrôles portant sur le nombre d'étudiants inscrits dans chaque université privée et le type de programmes qu'elles sont autorisées à offrir. Ces établissements fonctionnaient en deçà de leurs capacités, en partie du fait de restrictions réglementaires, et en partie à cause du manque de ressources financières des étudiants potentiels. S'ils y étaient autorisés, ils pourraient potentiellement doubler le nombre d'inscriptions à de nombreux programmes sans abaisser les normes de qualité définies par la TCU⁵.

- **Des changements imprévisibles en matière de régimes réglementaires et fiscaux entravent directement les activités des entreprises et y introduisent une certaine incertitude,** ce qui pèse lourd dans le classement des principales contraintes relatives au climat des affaires. Il manque un cadre légal propice à de nouvelles politiques, certaines exigences techniques et de mise en œuvre n'ayant parfois pas été dûment prises en considération. Les autorités de régulation n'adoptent pas de processus standard qui permette d'assurer une certaine cohérence dans l'application des réglementations, si bien que les entreprises font face à des échéances et formats très variés dans l'exécution d'ordonnances exécutoires. Le secteur tanzanien du tourisme a également longtemps souffert d'une défiance mutuelle entre le gouvernement et les entreprises privées, invoquant le manque d'efficacité du gouvernement et la mauvaise compréhension de la manière dont le secteur fonctionne.

- **L'approvisionnement en électricité :** un réseau de distribution et un approvisionnement en électricité peu fiables affectent les activités des entreprises. En 2020, 78,4 % de la population totale avait accès à l'électricité du réseau, alors que le nombre de foyers raccordés était de 37,7 % . Jusqu'à présent, 73,2 % des zones urbaines et 24,5 % des zones rurales sont électrifiées. L'approvisionnement énergétique ne suffit pas à répondre à la demande des entreprises qui connaît un taux de croissance compris entre 10 et 15 % par an⁶. Le Plan de développement national quinquennal du gouvernement pour la période 2021/2022 - 2025/2026 comprendra le développement de trois centrales hydroélectriques : Julius Nyerere (2 115 MW), Ruhudji (358 MW) et Rumakali (222 MW).

- **Une infrastructure sous-développée :** L'absence de solutions de transport efficaces, dont les systèmes ferroviaires et les réseaux routiers, constitue un frein majeur à la croissance du secteur privé. La Tanzanie a mis

⁵ Banque centrale: The Potential of Private Higher Education in Tanzania. 2021

⁶ ITA « Tanzania – Telecommunications », International Trade Administration, consulté en novembre 2021, <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/tanzania-telecommunications>.

l'infrastructure au premier rang de ses priorités. Depuis 2015, le pays a lancé d'ambitieux projets tels que la centrale hydroélectrique Nyerere, la construction d'un système ferroviaire à écartement normal (SGR) et l'amélioration des systèmes routiers et aéroportuaires. Dans le secteur du tourisme, le gouvernement ayant cessé d'investir dans l'infrastructure touristique, les nouveaux investissements se sont inévitablement concentrés autour des investissements précédents, là où l'infrastructure nécessaire était déjà en place, comme à Arusha, Moshi, Dar es Salaam, et peu à peu à Zanzibar. Cet état de fait a limité l'expansion et l'exploitation d'autres potentiels touristiques.

- **L'absence de cadre réglementaire pour le e-commerce** : Le fait que le commerce électronique soit peu développé en raison de cadres juridiques inadaptés pour soutenir les entreprises du e-business et prévenir les cybercrimes, représente un défi majeur. En conséquence, les établissements financiers sont réticents à appuyer les transactions électroniques, ce qui limite la capacité des entreprises à s'agrandir et empêche la croissance et l'emploi liés à la possibilité d'une expansion du marché. Malgré cela, dans le pays, un petit nombre de développeurs e-commerce se sont lancés dans des solutions de passerelles de paiement et de marketing numérique.
- **Le secteur industriel tanzanien** fait face à plusieurs défis : l'utilisation de technologies dépassées, un mauvais entretien des industries existantes, des dangers pour l'environnement et la production de biens non certifiés. Pour autant, la Vision Tanzanie 2025 prévoit qu'un minimum de 40 % du BIP national proviendra du secteur manufacturier à l'horizon 2025⁷.
- **Les acteurs de la filière agricole** sont confrontés à des défis considérables de modernisation du secteur afin d'accroître les rendements, les exportations et la transformation à valeur ajoutée. Un fléchissement des recettes

à l'exportation, des obstacles à l'acquisition de terres et de petits exploitants qui se battent pour avoir accès à une technologie économiquement viable, à des installations de stockage adaptées, aux marchés et à des crédits, sont autant de facteurs qui ont affecté le secteur.

Recommandations du secteur privé

Les décideurs politiques sont instamment invités à envisager l'élaboration et la mise en application de mesures plus efficaces visant à améliorer la participation du secteur privé à la croissance et au développement économiques.

1. Une collaboration du secteur privé avec le gouvernement est indispensable à l'élaboration d'un cadre national de développement du capital humain axé sur l'identification de la main-d'œuvre tanzanienne et son passage de secteurs improductifs (agriculture de subsistance et non mécanisée, emplois informels à faible rendement) vers des secteurs productifs.

- Il faudrait mettre l'accent sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que sur d'autres secteurs non agricoles créateurs d'emplois.
- Les propriétaires de petites entreprises devraient bénéficier de programmes de formation permettant d'accélérer l'acquisition de compétences en combinant des programmes de financement, de formalisation et de formation dédiés aux entrepreneurs. Cela accélère le processus de formalisation de l'économie.
- Il faudrait intégrer l'enseignement de l'informatique et des TIC (y compris le développement de logiciels, le développement web et la programmation informatique) dans les cursus scolaires et les programmes gouvernementaux d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP).

⁷ Banque mondiale: « Tanzania Economic Update: How To Transform Tourism Into A More Sustainable, Resilient And Inclusive Sector » La Banque mondiale: dernière modification en 2021, <https://www.worldbank.org/en/country/tanzania/publication/tanzania-economic-update-how-to-transform-tourism-into-a-more-sustainable-resilient-and-inclusive-sector>

- Les entreprises disposant de capacités organisationnelles devraient être directement impliquées dans le développement des compétences par le biais de stages en entreprise de courte ou longue durée ou d'apprentissages en alternance, les entreprises étant encouragées par des modèles de dégrèvement ou de subvention.
- Les fournisseurs de services éducatifs privés devraient être incités par des fonds et partenariats ciblés (dont des réductions de taxes), afin de restructurer les programmes scolaires et le portefeuille de formations de l'EFTP.

2. Soutenir une sortie de crise Covid-19 créatrice d'emplois menée par le secteur privé par :

- une évaluation et un renforcement des programmes existants d'aide au secteur privé tels que les efforts accélérés d'apurement des arriérés et de remboursement de la TVA, ainsi que des prêts à taux réduit ciblés.
- une amélioration de la qualité, de la fréquence et de l'étendue du dialogue public-privé.
- une suppression des dysfonctionnements administratifs de la réglementation du secteur privé et une rationalisation des processus d'octroi de licences.
- une simplification du processus d'obtention de permis de travail et de séjour.
- une priorisation de l'investissement public dans l'infrastructure « prête à l'investissement » destinée au secteur manufacturier.

3. Le gouvernement devrait rechercher et **encourager les investissements étrangers et nationaux** favorables à la croissance des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et à la création d'emplois, avec pour mots d'ordre

de privilégier l'amélioration de la productivité agricole, de remédier aux principales lacunes de l'infrastructure, de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles, de renforcer les compétences et d'améliorer le climat des affaires.

4. Le gouvernement devrait améliorer **l'infrastructure rurale** et faire une priorité nationale des services essentiels tels que : l'eau et l'assainissement ; l'énergie destinée à la cuisine, au chauffage et à l'éclairage et les activités commerciales créatrices d'emplois ; la transmission et la communication des savoirs et de l'information. Le gouvernement devrait **promouvoir la mobilité urbaine** en réduisant les coûts des embouteillages en ville qui peuvent absorber jusqu'à un tiers du revenu d'un travailleur. Le gouvernement devrait améliorer l'aménagement des espaces destinés aux zones industrielles et commerciales et aux corridors de transport urbain, en accordant une attention particulière aux villes secondaires. La réalisation d'investissements d'infrastructure stratégiques dans les routes, les trains rapides et la fibre optique permettra de créer des débouchés dans les secteurs de la construction et des services de ces villes secondaires.

5. **Mise en place d'outils de financement à long terme** offrira un environnement propice au secteur privé. Le gouvernement devrait mettre en place des mesures d'aide aux associations et pépinières de petites entreprises et de renforcement des associations existantes afin de réduire les coûts fixes associés aux programmes de formation, au financement et à d'autres services.

6. **L'industrie du cuir** est compétitive car le coût de production d'une paire de chaussures en cuir en Tanzanie est inférieur de 20 % à celui de la Chine. La Tanzanie a un cheptel important (17,7 millions de bovins, 12,5 millions de chèvres et 3,5 millions de moutons) et produit environ 2,6 millions de cuirs et peaux par an, dont une grande partie est exportée brute, et seulement 10 % transformée. Il existe des possibilités de

créer des tanneries et des unités de production et de finissage du cuir. Le gouvernement devrait améliorer la qualité (compétences et normes) des cuirs et des peaux en offrant une assistance technique aux propriétaires de bétail par le biais d'associations. Le gouvernement devrait également réduire (et supprimer graduellement) les taxes à l'exportation sur les cuirs et les peaux afin de favoriser une concurrence progressive sur le prix et la qualité des intrants.

7. Élargissement des mécanismes institutionnels, politiques et juridiques en place pour la mise en œuvre et la création efficaces de partenariats public/privé (PPP) dans le secteur de l'énergie. L'octroi de financements destinés à de petits producteurs d'électricité (PPE) va promouvoir le rôle du secteur privé dans le développement de l'énergie renouvelable dans des zones rurales éloignées qui ne peuvent pas être raccordées au réseau électrique national. Des initiatives supplémentaires comme *Lighting Africa*, *Mobisol* et *Off-Grid Electric*, vont contribuer à répondre à la demande énergétique en Tanzanie par une prospection des ressources énergétiques durables telles que l'énergie solaire⁷.

8. Renforcement des capacités (passation de marchés, négociations et gestion efficace incluses) et facilitation des PPE dans les secteurs manufacturier et agricole. Il faudrait exploiter les réglementations telles que la licence d'exportation pour utilisateur des zones économiques spéciales (ZES) et la licence d'exportation des ZES, afin d'habiliter et d'inciter les investisseurs privés à créer des sites de fabrication dans les ZES.

9. Amélioration de la connectivité et de l'accès aux marchés par une modernisation de l'infrastructure matérielle et immatérielle et par l'utilisation des zones économiques spéciales.

- Procéder à une modernisation du port de Dar es Salaam et, sur le long terme, au

développement de nouvelles infrastructures autour de l'agglomération de Dar es Salaam (un port sec, par exemple) et à la diversification au profit de nouveaux ports (Bagamoyo, etc.).

- Développer les ZES pour mettre à profit les effets d'agglomération et l'accès à l'infrastructure de transport et électrique et aux marchés.

10. Faire sortir les entreprises du piège de l'économie informelle en encourageant les exportateurs potentiels à formaliser leurs interactions avec l'administration, les banques commerciales et des partenaires étrangers plus importants. Le gouvernement devrait faciliter l'accès aux sources formelles de financement en réduisant les coûts d'information (enregistrement ID, bureau de crédit), en développant des instruments de partage des risques (subventions de contrepartie, leasing) et en renforçant les capacités d'exportateurs potentiels à faire des demandes de prêts. Sans oublier d'améliorer l'accès à l'information sur les marchés et partenaires commerciaux potentiels par le partage de réseaux mobiles.

11. Stimuler le potentiel du tourisme en matière d'emploi :

- Améliorer l'environnement politique et institutionnel par une révision de la politique du tourisme (1999) et de la loi sur le tourisme (2008) en étroite coopération avec le secteur privé.
- Créer un environnement propice à la croissance du secteur privé (dont les petites entreprises) dans le domaine du tourisme en rationalisant les procédures de délivrance de licences et de contrôle.
- Établir des relations avec l'économie locale en renforçant les capacités locales (y compris à l'échelle communautaire) permettant de fournir aux touristes des services de restauration et d'hébergement, entre autres.

⁸ Matthew Matimbwi, « Tanzania Energy Situation », Energypedia, dernière modification en 2021, https://energypedia.info/wiki/Tanzania_Energy_Situation.

- Réduire la TVA sur les cautions touristiques et les frais de visa touristique pour encourager les touristes à séjourner en Tanzanie.
- Diversifier les produits et attractions touristiques – au-delà du circuit nord et de Zanzibar, déjà surexploités – en favorisant le développement des infrastructures et les initiatives novatrices de commercialisation et de promotion de l'image de marque, en mettant particulièrement l'accent sur le sud.
- Il est indispensable de soutenir financièrement les entreprises touristiques pour fortifier l'emploi et atténuer l'impact de la crise du Covid-19 sur la pauvreté. Les politiques devraient améliorer l'accessibilité de la finance transitoire aux entreprises privées et soutenir les collaborations et co-investissements en lien avec les paysages terrestres et marins⁹.

12. Cadre réglementaire et mesures incitatives favorisant les universités privées : l'établissement d'un secteur privé de bonne qualité doit faire partie intégrante de la stratégie du gouvernement à développer l'enseignement

supérieur par une diversification institutionnelle. Cela nécessite de simplifier le cadre réglementaire régissant les établissements privés afin de parvenir à une plus grande autonomie et à une plus grande responsabilisation des établissements ; de permettre aux universités privées pleinement accréditées d'accéder aux subventions de recherche et d'innovation ; de fournir des incitations financières aux universités privées accréditées pour des programmes dans des secteurs prioritaires (subventions, baux fonciers, etc.) ; et d'identifier et d'appliquer des modèles adaptés aux PPP, et notamment aux programmes de STIM. La TCU devrait envisager d'allouer une aide financière aux universités privées qui acceptent un pourcentage minimum d'étudiants à bas revenus, d'étudiants de première génération ou de femmes dans les programmes de STIM, ou d'étudiants venant de zones rurales éloignées.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



**Cofinancé par
l'Union européenne**

⁹ Banque mondiale, « Tanzania Economic Update: How To Transform Tourism Into A More Sustainable, Resilient And Inclusive Sector », la Banque mondiale, dernière modification en 2021, <https://www.worldbank.org/en/country/tanzania/publication/tanzania-economic-update-how-to-transform-tourism-into-a-more-sustainable-resilient-and-inclusive-sector>.



A powerful
and balanced
voice for business

Avenue Louis-Casari 71 – CH-1216 Genève
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01
ioe@ioe-emp.com • ioe-emp.org

© IOE 2023